



MASOOD AHMED

Président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Jean-Claude Trichet, président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Ceci étant dit, je vais, sans plus tarder, donner la parole à Masood.

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Merci beaucoup Jean-Claude. Ce que je voudrais faire, étant donné qu'il s'agit d'un sujet très vaste, c'est me concentrer sur la question du financement des marchés émergents et des pays en voie de développement. Permettez-moi de vous faire deux propositions, qui ne feront sans doute pas l'unanimité, mais je tiens à les proposer dans un esprit de dialogue.

La première est qu'après les réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech et après la somme des efforts de l'année dernière en matière de financement du développement, il existe un large consensus sur la nécessité d'accroître le financement des marchés émergents et des pays en voie de développement, en partie pour continuer à répondre à leurs propres besoins permanents en développement, mais aussi pour leur permettre de faire face au changement climatique, tant en termes d'adaptation qu'en termes de contribution à l'atténuation du niveau des émissions à venir.

Différents chiffres circulent : le groupe d'experts indépendants mandaté par le G20 propose que les BMD soient trois fois plus grandes d'ici la fin de cette décennie, et il leur est également demandé de mobiliser beaucoup plus de financements privés pour accompagner cela dans le cadre de leur mandat. Permettez-moi donc de dire deux choses spécifiques à cet égard. La première chose que je dirais est que le débat sur le financement de la partie climatique des besoins des marchés émergents est assez confus, car nous considérons le climat en termes à la fois d'atténuation et d'adaptation. À mon avis, des stratégies très différentes sont nécessaires pour les deux. L'adaptation consiste simplement à intégrer dans de bons programmes de développement – des écoles, des routes, des hôpitaux, etc. – le coût supplémentaire nécessaire pour les rendre résilients au climat. Cela s'applique à tout le monde, riches et pauvres, aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire, et cela devrait simplement faire partie de stratégies efficaces de développement. Le coût supplémentaire doit être reflété dans les estimations des besoins de développement et traité en conséquence.

D'un autre côté, l'atténuation, qui est la contribution à la réduction des émissions mondiales qui proviendra des politiques des pays en voie de développement, n'est réellement pertinente que pour une douzaine de marchés émergents et de pays en voie de développement. Ce que font la grande majorité des pays à faible revenu, principalement en Afrique mais aussi ailleurs, n'aura que peu d'impact, en quantité mesurable, sur les émissions mondiales. Et par conséquent, la seule façon sensée d'allouer le financement à l'atténuation est de maximiser

son impact sur les émissions mondiales en ciblant la douzaine de pays dont les actions auront un impact appréciable sur celles-ci. Cependant, il est très difficile pour le système BMD de procéder à ce type de ciblage, et le risque réel est que nous finissions par répartir le financement de l'atténuation dans le monde entier avec un impact très limité sur les émissions mondiales, et que nous gaspillions donc une partie de cet argent.

Par conséquent, ma première proposition est que nous devrions réfléchir de manière très distincte à la manière de soutenir l'adaptation, ce qui devrait être fait à tous les niveaux. Et à l'atténuation, où nous devons adopter une approche ciblée qui maximise l'impact des émissions à l'échelle mondiale plutôt que de considérer cela comme une sorte de complément au financement de chaque pays.

Le deuxième point que je voudrais souligner est que l'on s'attend à ce que les banques multilatérales de développement et les banques régionales de développement réussissent désormais à mobiliser beaucoup plus de financements privés qu'elles ne l'ont jamais fait dans le passé. Jusqu'à présent, elles n'ont pas réussi à le faire à grande échelle ; elles fixent des objectifs mais ne parviennent presque jamais à les atteindre. On leur demande désormais de le faire avec de nouveaux instruments et une nouvelle volonté de s'engager avec le secteur privé, et la raison pour laquelle on leur demande de le faire est que, même si on multiplie par trois ou quatre les prêts des banques multilatérales de développement, cela ne suffit tout simplement pas. Il faut faire appel à des capitaux privés, car c'est là que se trouvent les plus gros chiffres de financement.

De plus, on parle ici de nombres tellement grands qu'ils n'ont plus beaucoup de sens. On peut facilement parler de centaines de milliards de dollars qui attendent d'être mobilisés, mais si vous regardez ce qui est réellement mobilisé, on parle de quelques milliards, voire de quelques centaines de millions.

Mon argument est qu'on peut continuer à ajouter des instruments et à ajouter de nouvelles initiatives, mais le véritable problème pour lequel les banques multilatérales de développement ne sont pas en mesure de mobiliser des financements privés c'est qu'elles ont une culture d'aversion au risque et ne sont donc vraiment pas en mesure d'assumer tous les risques liés au fait de faire les choses différemment plutôt que de simplement accorder des prêts et de les inscrire dans leurs livres de comptes. En outre, si vous parlez à n'importe quel investisseur du secteur privé, et il y en a d'ailleurs ici dans cette salle, qui discutent régulièrement avec les banques multilatérales de développement, ils vous raconteront des histoires terribles sur la manière dont la culture de l'aversion au risque rend impossible la mobilisation de financements supplémentaires.

Cette culture d'aversion au risque vient en partie de l'intérieur des institutions, mais elle vient aussi des instructions qu'elles reçoivent de leurs actionnaires qui, au niveau ministériel, proclament que les BMD devraient être plus tolérantes au risque, mais une fois que ces instructions ont filtré à travers la bureaucratie de chacun de ces systèmes nationaux et sont arrivées aux administrateurs qui représentent les mêmes actionnaires siégeant aux conseils d'administration de ces institutions, le message s'est dilué et est peu enclin au risque. Nous pouvons passer de nombreuses années à essayer d'élaborer des chiffres et des plans, mais à moins de nous attaquer au problème de l'aversion au risque, à mon avis, nous n'irons pas très loin dans la mobilisation de financements privés. C'est le deuxième point que je voulais souligner.

Permettez-moi de terminer en soulevant un petit point secondaire : le problème de l'aversion au risque affecte les banques multilatérales de développement, mais il affecte également presque toutes les institutions du secteur public. C'est dans la nature des institutions du secteur public. Elles sont pénalisées pour leurs erreurs, mais elles ne sont pas récompensées



pour leurs profits. D'une certaine manière, si vous regardez le FMI, et John et moi avons tous deux travaillé au FMI pendant de nombreuses années, si vous regardez le FMI, nous disons au FMI qu'il doit jouer un rôle beaucoup plus fort dans le cadre d'un filet de sécurité mondial, un filet de sécurité financière dans un monde où il y aura encore beaucoup plus de chocs. Cependant, là encore, ces filets de sécurité du FMI risquent d'être conçus d'une manière si conservatrice que presque aucun des bénéficiaires potentiels du filet de sécurité ne pourra l'utiliser. Je pense que cela reflète la même focalisation excessive sur l'aversion au risque qu'on a en face. Je vais m'arrêter là, Jean-Claude.